

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des
Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
ACTANT L'AUGMENTATION DE LA CONSOMMATION D'EAU DE FORAGE
ET PORTANT MODIFICATION DE LA LISTE DES MATÉRIAUX INERTES ACCEPTABLES EN REMBLAIS POUR LA REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE

SMB

COMMUNE DE PRASVILLE

N° ICPE 2647

1. IDENTIFICATION DU PÉTITIONNAIRE

Raison sociale : Société des Matériaux de Beauce - SMB
Forme juridique et capital : SARL au capital de 1 400 000 euros
Siège social : La Michellerie – 28150 Prasville
Responsable : Jean-Paul CHAIGNON et Philippe BISI, co-gérants
SIRET : 301 894 887

2. RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉTABLISSEMENT

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Commune de Prasville
Surface : 354ha 34a 86ca
Actes administratifs : - Arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2012 d'une durée de 30 ans

3. OBJET DES DEMANDES

3.1 Modification de la liste des matériaux inertes acceptables en remblais

Par courrier du 29 septembre 2014, la société SMB a adressé à M. le Préfet un dossier de demande de modification de la liste des matériaux inertes extérieurs servant pour le réaménagement de la carrière.

L'exploitant souhaite pouvoir accueillir dans la carrière les déchets inertes suivants : de béton, de briques, de tuiles et céramiques, de mélange de béton, briques et céramiques, de verre, de mélange bitumineux ne contenant pas de goudron, de terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses et de terres et pierres. Il précise qu'actuellement une procédure pour l'acceptation des déchets est en place conformément à la réglementation : bordereau de suivi pour chaque apport, premier contrôle visuel à l'entrée du site, aire spécifique pour le déchargement des matériaux, second contrôle visuel de la qualité des matériaux, mise en stock des matériaux, présence d'une benne pour recueillir les refus. Par ailleurs, un registre où est consigné chaque apport ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblai sont tenus à jour.

Afin de vérifier l'absence de goudron dans les mélanges bitumineux, l'exploitant utilisera un kit PAK-MARKER constitué d'un spray révélateur et d'une lampe UV.

3.2 Modification du volume maximal prélevé dans la nappe de Beauce

Par courrier du 23 octobre 2015, l'exploitant souhaite modifier son installation de traitement des matériaux en installant un dispositif de mise sous eau du crible à graves secondaires. L'investissement prévu est 2,3 millions d'euros.

La mise en place de ce dispositif entraînerait une augmentation de la consommation annuelle d'eau de forage et permettrait une diminution du volume de grave et une meilleure valorisation du gisement grâce à la commercialisation des sables lavés, avec le lavage de 360 000 tonnes supplémentaires de matériaux.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 mai 2012 prescrit à l'article 4.1.1 une réduction de la consommation d'eau de forage de 150 000 m³ à 75 000 m³ à compter de la deuxième période quinquennale soit à partir de fin mai 2017.

L'exploitant sollicite une augmentation du volume maximal prélevé dans la nappe des calcaires de Beauce jusqu'à atteindre 105 000 m³.

L'installation n'intercepte aucune source d'eau ou cours d'eau, temporaire ou permanent. L'installation est située en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable. Le projet serait compatible avec le SDAGE et le SAGE Nappe de Beauce, selon le rédacteur de la demande de modification.

4. INSTRUCTIONS DES DEMANDES

4.1 Modification de la liste des matériaux inertes acceptables en remblais

Actuellement, l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoit que seules les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses peuvent être acceptées pour le remblayage de la carrière. Les matériaux inertes que souhaite accepter l'exploitant sont autorisés à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux. Concernant les déchets bitumineux, l'exploitant mettra à disposition de son personnel un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.

Ainsi, au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. L'article 2.4.2.3 Remblayage de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 doit être modifié.

4.2 Avis sur la modification du volume maximal prélevé dans la nappe de Beauce

Les caractéristiques de l'ouvrage n'ont pas été modifiées depuis le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Le forage n'a donc pas d'impact sur les zones naturelles les plus proches, sur les captages d'eaux potables et points d'eau proches, sur les cours d'eaux.

Le projet est compatible avec le SDAGE et le SAGE Nappe de Beauce. La consommation d'eau de forage demandée est inférieure au seuil maximal actuellement autorisé.

Malgré les modifications envisagées entraînant une puissance supplémentaire de 300 kW, la puissance des installations actuellement autorisée reste inchangée du fait d'optimisations des puissances installées réalisées sur les installations de traitement actuelles.

Le projet permet :

- de réduire les émissions de poussières grâce au lavage de 95 % des matériaux ;
- d'optimiser la ressource en matériaux.

La DDT - Service de la gestion des risques, de l'eau et de la biodiversité (SGREB) de la Direction Départementale des Territoires, consultée par courrier du 17 novembre 2015, a émis un favorable le 28 décembre 2015.

La commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Nappe de Beauce et milieux aquatiques associés », consultée par courrier du 17 novembre 2015, a émis un avis favorable le 17 décembre 2015.

Ainsi, au vu du dossier et des dispositions envisagées par l'exploitant, l'Inspection des Installations Classées estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles. L'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 29 mai 2012 doit être modifié.

5. PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES - CONCLUSION

Les modifications envisagées sont notables mais ne sont pas substantielles.

En application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, il est proposé d'acter les modifications demandées par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pris après avis membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières et pour lequel le rapporteur propose de réserver une suite favorable.